

États-Unis : la guerre n'en finit pas

jeudi 26 juillet 2007, par [Against the Current](#) (Date de rédaction antérieure : décembre 2006).

Sommaire

- [De la défaite au désastre](#)
- [Un débat de sourds](#)
- [Démocrates pour l'apartheid](#)

Ce 7 novembre 2006, les électeurs ont massivement voté contre la guerre et contre les dirigeants responsables de ce désastre. Résultat : le Parti Démocrate tient la majorité dans les deux Chambres du Congrès et des troupes supplémentaires sont dirigées vers l'Irak. Alors que le peuple des États-Unis demande le retrait immédiat de l'Irak, les Démocrates partagent maintenant la responsabilité de cette guerre et, pour les deux années à venir, du gouvernement avec l'administration discréditée de G. W. Bush. La politique de la période à venir sera sans nul doute dominée par les mêmes faits qui ont forgé le contexte de ces élections : la réalité de la défaite états-unienne en Irak. C'est elle qui a nourri ces élections de mi-mandat. Elle sera encore la question politique centrale même lorsque le Démocrates collaborerons avec Bush pour poursuivre la guerre en dépit de l'aspiration majoritaire d'y mettre fin.

Quelle sera l'effet de la défaite et combien de temps pèsera-t-elle sur la politique des États-Unis ? C'est la question qui préoccupe les esprits des stratèges impériaux. La tâche confiée au « Groupe d'études de l'Irak » (ISG), dirigé par James Baker et Lee Hamilton [1], était d'abord d'établir comment il serait possible de réduire l'ampleur et donc les conséquences de la défaite impériale et, en second lieu, comment faire admettre un programme visant à réduire les dommages à la fois au public opposé à la guerre, aux congressistes démocrates et au régime finissant de Bush.

Dans son rapport et ses recommandations rendues publiques le 6 décembre, l'ISG de Baker-Hamilton cherchait à établir un consensus entre les deux partis : sortir de l'Irak tout en y restant en même temps ; rendre les Irakiens responsables de leur propre avenir tout en privatisant les futurs gisements de pétrole irakiens au profit des pilleurs de multinationales ; résoudre la crise israélo-palestinienne par la reconnaissance mutuelle, sans forcer Israël à quitter les territoires palestiniens occupés. En bref, ce rapport accueilli par la majorité des Démocrates et des Républicains « modérés » comme « pragmatique » et violemment dénoncé comme une « capitulation » par l'aile la plus droitière, ne contenait qu'une seule assertion vraie et non ambiguë : « *la situation en Irak est grave et elle se détériore* » exactement ce que les électeurs du 7 novembre ont montré avoir déjà compris.

Le message fondamental et clair était qu'un retrait des États-Unis de l'Irak était inévitable et qu'il était même indispensable pour éviter une défaite encore plus grave. Mais le rapport de l'ISG a été enterré avant d'avoir été débattu. Bush l'a poliment déposé dans le casier à classer ; l'Arabie Saoudite et les diverses personnalités gouvernementales en Irak l'ont déclaré nul et non avenu ; le lobby pro-israélien et de droite religieuse a annoncé un veto sur toute initiative en vue d'un règlement du conflit israélo-palestinien.

La terrible crise qui rayonne à l'est comme à l'ouest à partir de l'Irak, avalant les peuples et les nations depuis la Palestine et le Liban jusqu'à l'Afghanistan, menace même l'empire impérialiste qui

a précipité le chaos. Avec l'Irak détruit et l'Afghanistan prêt à éclater en morceaux, avec le refus de toutes les propositions et un vide d'options stratégiques, le président des États-Unis a transmis le message suivant au peuple états-unien : Je serais de retour en janvier. Passez de bonnes vacances !

De la défaite au désastre

Il est inutile de revenir ici sur ce que nous disons depuis deux ans : les États-Unis ont déjà perdu cette guerre et plus elle se prolonge, plus le désastre grandit tant pour les Irakiens que pour les États-Uniens. Depuis que le *New York Times* a fini par admettre la réalité de la guerre civile irakienne et que même la NBC l'a annoncé (deux ans plus tard, mais mieux vaut tard que jamais), l'ancienne discussion est terminée, même si George W. Bush ne l'a toujours pas compris.

Le nouveau consensus admet que la guerre fut une mauvaise idée dès le début, qu'elle a été rendue encore pire par sa direction incompétente, que la « victoire » est impossible et que les génies réalistes de l'administration de Bush père devraient assurer une « surveillance adulte » de Bush junior et remplacer auprès de lui les idéologues néoconservateurs responsables de la faillite de sa « transformations du Moyen-Orient ».

Mais cela nécessite aussi un examen critique minutieux. La nouvelle incantation « réaliste » soutient que les objectifs de la guerre étaient trop nobles et pas assez réalistes. Les États-Unis auraient tenté d'apporter à l'Irak « nos valeurs démocratiques » en cadeau, mais le problème c'est que les Irakiens manqueraient de culture pour en profiter. En d'autres termes, c'est le peuple irakien et non l'impérialisme et l'invasion qui porte la responsabilité de la destruction de leur pays. Mais maintenant, ce rêve démocratique doit faire place au but plus réaliste de « stabilisation » de l'Irak, avec la coopération de l'Iran et de la Syrie, de manière à ce que la plupart des troupes états-uniennes puissent être sans risques « redéployés » pour protéger les bases ou les pays voisins.

Un débat de sourds

Le sénateur John McCain et une poignée de néocons de ceux que nous pourrions nommer, en reprenant la formule mémorable de Donald Rumsfeld, les « voix d'outre tombe » exigent une nouvelle direction pour la « victoire ». Et le général major à la retraite, John Batiste, décrit le retrait des troupes comme « *terriblement naïf* », à en croire le *New York Times*.

« *Le général Batiste a déclaré que les États-Unis devaient prendre des mesures diversifiées, y compris de nouveaux efforts en vue de réduire le chômage en Irak [comprendre : les fonds pour la reconstruction « ont été épuisés], de contrôler les frontières qui sont longues et poreuses [combien d'armées supplémentaires ?], de renforcer la coopération avec les cheikhs tribaux, d'intensifier les efforts en vue d'entraîner les forces de sécurité irakiennes [entièrement infiltrés actuellement par les divers escadrons de la mort], d'engager les voisins de l'Irak et d'affaiblir et au besoin d'écraser les milices.* » [2]

Après la débâcle du rapport d'ISG, il s'est avéré que le gang de Bush allait adopter une de ses options tactiques, justement celle qui n'a aucune chance de succès, l'envoi de 20 000 soldats supplémentaires en vue de « stabiliser » Bagdad.

Mais il doit être dit que le débat au sommet est vicié et que le mouvement anti-guerre doit s'en prendre aux deux camps et non soutenir l'un des deux. D'autant plus que le « plus de troupes » continue et que les néocons ainsi que Rush Limbaugh et les pourvoyeurs du mythe d'un « fascisme islamique » continuent à déblatérer à ce sujet. Les faits du monde réel montrent qu'il n'y a presque

plus d'unités prête au combat à envoyer, que leurs équipements s'usent à force de déploiements prolongés et que les efforts temporaires des soldats états-uniens ne vont pas arrêter la guerre civile. Voilà ce que vaut la « guerre jusqu'à la victoire ».

Mais l'argument le plus insidieux est la demande des « réalistes » de mettre la priorité de stratégie états-unienne sur la « stabilité » et non sur la démocratie. C'est un argument insidieux, car ses prémisses sont typiquement coloniales et qu'il sert aujourd'hui aux deux partis dominants pour justifier la poursuite de la guerre au lieu de l'arrêter.

Soyons clairs : ce n'est pas la démocratie qui a échoué en Irak. Ce qui a échoué était une conquête impériale et une occupation, emballées dans un triple mensonge : il s'agissait prétendument de prévenir la menace des armes de destruction massive, d'apporter la « démocratie » avec une « économie de marché libre » au Moyen-Orient en se fondant sur un modèle néolibéral qui aurait réussi aux États-Unis, et que tout cela ne coûterait rien, car le pétrole irakien financerait la reconstruction.

Après plus de trois années de carnage la démocratie en Irak ne peut commencer ce ne serait qu'un début, mais le premier pas est fondamental que par un accord entre les forces politiques intérieures pour sortir le pays de l'effondrement sectaire. La présence des troupes impériales d'occupation constitue le premier et le principal obstacle de la voie vers un tel accord.

Le peuple irakien mérite la démocratie autant que n'importe quelle autre nation, tout comme il mérite la sécurité. Ce n'est pas à la noble intervention états-unienne de choisir l'une ou l'autre. L'invasion et l'occupation états-unienne qui a suivie les douze ans de sanctions économiques et auparavant une décennie de soutien apporté à l'affreuse tyrannie de Saddam Hussein tout cela a rendu plus difficile sinon impossible l'accès des Irakiens à la démocratie et à la sécurité.

La guerre en Irak n'avait rien d'une mission libératrice qui aurait tragiquement mal tourné car elle était conduite de manière incompétente, arrogante, avec « pas assez » de troupes engagées ou trop d'erreurs politiques et de gaffes stupides. Cette opération était à un tel point marquée par la bêtise et par l'ignorance, qu'il est facile d'oublier l'essentiel : il s'agissait d'une conquête impérialiste, destinée à établir la domination états-unienne incontestée dans le monde, qui n'avait aucun but progressiste ou démocratique. Et si son échec a au contraire affaibli le pouvoir impérial états-unien, cela constitue à notre avis le seul aspect positif de ce qui a conduit à un horrible résultat.

Les États-Unis n'ont aucune légitimité pour décider si l'avenir de l'Irak doit être un État unifié, une fédération ou la séparation. L'argument « nous ne pouvons pas abandonner l'Irak avant que les Irakiens ne soient prêts » a déjà failli. L'occupation de l'Irak n'arrêtera pas et ne peut pas arrêter les centaines sinon les milliers d'assassinats et de tortures intercommunautaires qui ont lieu chaque semaine. Ce n'est pas parce que les Irakiens sont des sauvages qu'ils ne cesseront pas de s'entre-tuer. C'est parce que l'occupation a tellement détruit le tissu social et la structure physique du pays, après l'élimination de la politique par Saddam Hussein, que les populations ne peuvent trouver d'autre forme de protection que leur identité et à l'abris des milices communautaires.

Pour le peuple états-unien, qui a clairement exprimé son dégoût envers cette guerre, il n'y a qu'une seule façon de sortir de l'Irak simplement, en retirer les troupes. Le mouvement anti-guerre, lorsqu'il retournera dans la rue le 27 janvier à Washington et au cours des mobilisations printanières qui approchent, doit être franc et clair. Son message à la majorité de la population doit être « *Out Now !* » (« Dehors maintenant ! »)

Il reste à voir comment un Parti démocrate divisé et ne disposant que d'une faible majorité au Congrès traitera la guerre en Irak. Un consensus bipartite précaire autour de formules creuses sur

le « retrait par étapes » ou similaires, permettant d'attaquer Bush tout en collaborant avec lui dans la pratique, est le plus probable. Mais sur un point le comportement des Démocrates illustre de manière dramatique la totale futilité d'un espoir qu'ils pourraient être les acteurs d'un changement plus progressiste de la politique états-unienne. Il s'agit de la crise en Palestine, dont la dimension est centrale pour tout le Moyen-Orient.

Démocrates pour l'apartheid

Les Démocrates ont retrouvé une unité quasi parfaite en prenant tous leurs distances envers le nouveau livre de l'ex-président Jimmy Carter, intitulé *Palestine Peace Not Apartheid* (« Paix et non apartheid en Palestine »). Parce que Carter a employé le mot interdit pour décrire le comportement de l'Israël dans les Territoires palestiniens occupés. Ce ne sont pas seulement les habituels représentants du lobby israélien en particulier la nouvelle présidente de la Chambre des représentants Nancy Pelosi qui ont rejoint le chœur de la condamnation. Même le représentant du Michigan, John Conyers, qui fait partie de la toute petite minorité de politiciens qui avait une tradition décente en ce qui concerne la Palestine et qui s'était récemment opposé à la récente loi conçue par les deux partis en vue d'imposer la soumission aux Palestiniens, a réclamé de Carter qu'il retire le titre de son livre.

Carter ne fait qu'appeler les choses par leur nom au sujet de l'occupation israélienne : c'est une forme d'apartheid (ségrégation), combinée avec du colonialisme, sous les auspices et la protection de la superpuissance impériale. L'approbation d'une telle réalité par les Démocrates ne la rend que plus obscène. Dans certains aspects importants, cette réalité est même pire que la version classique sud-africaine : par exemple, malgré toute sa meurtrière brutalité, le régime d'apartheid sud-africain n'a jamais bombardé les banlieues noires massivement peuplées avec de bombes des 250 kG, comme l'a fait Israël à l'encontre des résidents de Gaza. Aucune paix n'est possible au Moyen-Orient sans que ne soit mis fin à cette occupation de bientôt quarante ans.

Jimmy Carter a eu raison d'imposer à l'ordre du jour public la discussion sur le caractère ségrégationniste de l'occupation israélienne. La tragédie, c'est qu'il le fait avec des décennies de retard. Car il n'a pas suivi cette voie en 1977-1978, lorsqu'il était président, ce qui aurait pu alors changer les choses.

Au lieu de cela, après que son appel commun avec Léonide Brejnev pour une solution de deux États soutenue internationalement ait été brutalement torpillé par le lobby sioniste, Carter a commandité le voyage de A. Sadate à Jérusalem, pour aboutir à un traité de paix séparé entre l'Égypte et Israël. Les Accords du Camp David, sponsorisés alors par Carter, ont permis d'éviter tout engagement politique israélien avec l'OLP et toute discussion sur le retrait israélien des Territoires occupés, avec des conséquences désastreuses pour les Palestiniens, les Israéliens et pour toute la région.

Aujourd'hui il est clair pour qui regarde que la nouvelle majorité démocrate au Congrès a un particularité. Il s'agit de Démocrates pour l'apartheid.

Après l'échec de l'aventure du régime de Bush en Irak et la crise du dominion impérial états-unien de la Méditerranée orientale jusqu'au sous-continent indien, la tentative de restaurer cette domination passe par l'étranglement économique des Territoires palestiniens occupés. C'est ce qui est en train de provoquer une guerre civile palestinienne, qui ne pourra qu'être un désastre sans vainqueur possible.

Nous devons maintenant être clairs devant les militants anti-guerre et ceux des campagnes de solidarité : le Parti Démocrate n'est aucunement l'ami du peuple palestinien, comme il n'est pas non

plus l'adversaire de la guerre impérialiste en Irak ni ailleurs. Oui le mouvement doit exercer une pression de masse sur le nouveau Congrès, à la fois pour le retrait des troupes d'Irak et pour que justice soit rendue à la Palestine. Mais il doit le faire d'un point de vue indépendant, sans illusion que les Démocrates seraient des alliés pour le mouvement.

P.-S.

* Initialement paru en anglais dans en éditorial dans Against the Current n° 126 de janvier-février 2007. Paru en français dans Inprecor n° 523/524 de décembre2006 -janvier 2007. Traduit de l'anglais par J.M.

* Against the Current (ATC) (<http://www.solidarity-us.org/atc/current>) est le bimestriel de l'organisation socialiste états-unienne Solidarity.

Notes

[1] Le « Iraq Study Group » constitue une structure de coopération entre les partis républicain et démocrate.

[2] *New York Yimes* du 13 novembre 2006.